

## **Déclaration Unsa-Éducation CDEN 5 novembre 2013**

Pour faire bouger l'école, il faudra mobiliser ceux qui la font vivre au quotidien. Les enseignants s'investissent avec sérieux et professionnalisme pour faire progresser leurs élèves, sans compter leurs heures.

Ils scolarisent des enfants en situation de handicap, ils rencontrent les familles des élèves et sont là, aussi, tous les jours, dans les zones où les difficultés sont profondes.

Après cinq ans de restriction budgétaire et de rupture de dialogue social, des réformes de fond précédées de consultations sont à l'étude pour faire changer l'école.

Le chantier de la refondation de l'école sera long et les défis à relever difficiles. Les dossiers ouverts sont nombreux et importants et nécessitent des efforts budgétaires mais pas seulement.

L'Unsa-Éducation se mobilise et souhaite faire entendre le point de vue des personnels dans le cadre d'un nouveau dialogue social restauré.

Je le redis ici avec force, les réformes pédagogiques de fond souhaitées par le ministre ne réussiront qu'avec la mobilisation de ceux qui font vivre l'école au quotidien.

Le conseil supérieur des programmes installé le jeudi 10 octobre 2013 par le ministre aura à faire des propositions sur :

- Le contenu du socle commun de connaissance, de compétence et de culture
- Le contenu des programmes scolaires en veillant à leur cohérence et à leur articulation en cycle

S'agissant des programmes de l'école et du collège, une nécessaire articulation est à l'étude et la mise en place du conseil école/collège devra faciliter cette liaison.

L'Unsa-Éducation considère que si la consultation des enseignants sur les programmes a été organisée de façon bien peu satisfaisante, il faudra néanmoins qu'il en soit tenu compte. L'école a besoin d'une réforme pédagogique de fond.

Les assises départementales de l'éducation prioritaire se sont tenues à Graulhet le mercredi 16 octobre 2013 et les assises régionales auront lieu à Toulouse le 20 novembre 2013. Les débats ont été intéressants et les premières annonces faites par le ministre vont dans le bon sens.

Pour l'Unsa-Éducation, la question de la géographie des politiques villes et de zone d'éducation prioritaire reste encore un sujet d'inquiétude pour le Tarn. Nous avons interpellé Madame Georges Pau Languévin lors de sa venue à Gaillac pour lui rappeler que la pauvreté et la difficulté scolaire ne sont malheureusement pas le monopole des grandes métropoles qui font la une des médias.

Espérons que le Tarn ne sera pas oublié au moment des arbitrages.

L'Unsa-Éducation est favorable à la réforme des rythmes scolaires et à la semaine de 4 jours et demi et invite les communes à accompagner sa mise en œuvre.

Les Projets Éducatifs Territoriaux (PEDT) doivent définir une réforme pilotée, partenariale et ancrée dans les dynamiques de territoire.

L'Unsa-Éducation a rappelé à Madame Georges Pau Languévin la nécessité de mobiliser les enseignants et attiré son attention sur la question de la mise en place de la réforme pour la maternelle. Le Tarn a montré sa capacité à engager cette réforme particulièrement difficile en associant les partenaires de l'éducation populaire. Le chantier est loin d'être terminé mais si les grandes villes du Tarn acceptent de se mobiliser, nous ne doutons pas de la réussite du dispositif.

La mise en œuvre de la réforme dans la ruralité reste compliquée. De nouvelles formes de partenariat devront être imaginées.

Concernant la direction d'école, des négociations pour améliorer les conditions de travail sont engagées avec le ministère. Les directeurs attendent des avancées concrètes en matière de temps de décharges, de reconnaissances salariales et souhaitent la pérennisation des aides administratives.

On ne donnera pas la priorité au primaire en laissant les directeurs au bord du chemin. Il est temps de reconnaître que la direction d'école est une fonction spécifique qui nécessite des conditions de travail, de formation, de rémunération adaptées et améliorées.

Pour l'Unsa-Éducation, la question du statut de l'école primaire n'est pas taboue !

Côté » budget, ce sont 8500 postes qui seront ouverts au CRPE 2014 et 253 le seront pour l'académie de Toulouse. L'Unsa-Éducation espère que la rentrée 2014 verra une amélioration pour le Tarn qui en 2013 n'a bénéficié d'aucun moyen supplémentaire pour le 1<sup>er</sup> degré.

Il est parfois difficile pour nos collègues qui enseignent dans des classes surchargées d'entendre que la situation s'améliore alors que rien ne change dans leur école.

Pour le 2<sup>nd</sup> degré à la rentrée 2013 la priorité a été donnée par le recteur aux lycées généraux et techniques. Les lycées professionnels n'ont pas eu les moyens attendus. Espérons que la rentrée 2014 verra les ajustements nécessaires.

Pour toutes ces raisons, la rentrée 2013 marque pour l'Unsa-Éducation la volonté du ministre d'engager la refondation de l'école restaurant le dialogue social. Pour autant, nous savons que le budget 2014 n'aura qu'un faible impact dans la vie de la grande majorité des enseignants

Alors que le ministre ouvre les chantiers de la refondation, ceux du prioritaire, du collège et du métier d'enseignant, nous nous interrogeons sur ses marges de manœuvre ?

Les 8500 postes ouverts dans les classes vont être absorbés du fait de la croissance démographique (32000 enfants de plus en primaire dont 3700 enfants de moins de 3 ans)

Le nombre d'élèves par classe ne devrait pas sensiblement changer et le mécontentement de nos collègues ne peut que grandir.

L'Unsa-Éducation aura sa place dans les négociations à venir et saura faire entendre la voix des personnels sans jamais oublier les enjeux liés à la refondation de l'école

Si l'État dans un contexte particulièrement difficile engage des moyens conséquents pour l'éducation, il est de notre responsabilité de dépasser nos corporatismes pour participer à la reconstruction de l'école de demain.